



ARRETE MUNICIPAL n°2024-126
Portant interdiction de l'arrêt et
du stationnement des véhicules
sur 10 emplacements route des Bauges

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code pénal et notamment son article R 610-5,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2221-1 et 2, L 2212-1 et 2, L 2213-1 et 4, L 2215-1

Vu le code de la route,

Vu la demande formulée le 18 juin 2024 par Monsieur Lucas GABRIELLI, responsable du pôle espaces verts de la commune de Grésy-sur-Aix,

Considérant que pour faciliter l'intervention des services techniques et garantir la sécurité des agents il est nécessaire d'interdire l'arrêt et le stationnement des véhicules sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 : L'arrêt et le stationnement des véhicules seront strictement interdits sur 10 emplacements route des Bauges (voir plan en pièce jointe au présent arrêté) :

- Le mardi 25 juin 2024 de 07h00 à 13h00 ;

Article 2 : Une signalisation réglementaire sera mise en place sur les emplacements concernés par le service des espaces verts de la commune afin de matérialiser les interdictions.

Article 3 : Les contrevenants aux présentes dispositions seront poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à l'article 1 du présent arrêté municipal seront considérés en stationnement gênant et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

Article 4 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur du Service Technique, le Responsable de la Police Municipale,
Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Brigade de gendarmerie d'Aix les Bains

Fait à Grésy-sur-Aix, le 18 juin 2024

Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 24-06-2024
Notifié à l'intéressé le : 24-06-2024
Certifié exécutoire le : 24-06-2024



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,*
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.*

Annexe arrêté municipal 2024-126
Portant interdiction de l'arrêt et
du stationnement des véhicules
sur 10 emplacements route des Bauges

